



**DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE AIDE AU TITRE  
DU PROGRAMME DE  
DÉVELOPPEMENT RURAL RHÔNE-ALPES 2014-2020  
04.11 INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS INDIVIDUELS POUR LES ACTIVITÉS  
D'ÉLEVAGE**

N° de dossier OSIRIS : **RRHA040115DT0260079**

Nom du bénéficiaire : **EXPLOITATION INDIVIDUELLE de Stéphanie BOUCHET**

Libellé de l'opération : Mise en place d'une chaudière à gaz pour l'eau des veaux

Gestionnaire Unique Service Instructeur : **Direction Départementale des Territoires de la Drôme**

Service Agriculture / **MANDARON Didier** Tél : **04 81 66 80 53**

**Le Président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes**

**La Présidente du Département de la Drôme**

**VU :**

- La convention attributive d'une aide en date du 14/12/2015, pour la mise en œuvre de l'opération Mise en place d'une chaudière à biomasse pour l'eau des veaux et silo stockage des plaquettes;
- La demande de modification de l'opération déposée par STÉPHANIE BOUCHET le 15/02/2016, date de réception de la demande auprès du guichet unique service instructeur.

**CONSIDERANT :**

- La nécessité d'engager le financement du Conseil Départemental qui intervient en qualité de cofinanceur en paiement dissocié avec engagement conjoint.
- La modification substantielle de l'opération et son impact sur le plan de financement : pour raison financière, le bénéficiaire réoriente son projet vers un autre type de chauffage moins onéreux, toujours dans le but de réduire la consommation électrique de l'exploitation.
- La nécessité de mettre à jour le libellé de l'opération, auparavant : « Mise en place d'une chaudière à biomasse pour l'eau des veaux et silo stockage des plaquettes ».

arrête(nt) :

## **DECISION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION ENTRE**

**La Région Auvergne-Rhône-Alpes,**

sise 1 Esplanade François Mitterrand – CS 20033 – 69269 LYON cedex 02, représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional,  
en qualité d'autorité de gestion du Programme de Développement Rural 2014-2020

Le Département de la Drôme,  
sis 26, avenue du Président Herriot - 26026 VALENCE, représenté par Madame Marie-Pierre MOUTON,  
en qualité de financeur de l'opération ;

**Et le bénéficiaire EXPLOITATION INDIVIDUELLE DE STÉPHANIE BOUCHET (n° SIRET : 5319427200016), sis 221 CHEMIN DE BIQUENDET - 26300 MARCHES**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

L'article n° 1 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

Un concours financier du FEADER et du Département de la Drôme est accordé au bénéficiaire dans le cadre du Programme de Développement Rural (PDR) Rhône-Alpes pour la mise en œuvre de l'opération suivante : Mise en place d'une chaudière à gaz pour l'eau des veaux et silo stockage des plaquettes .

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération, conformément à l'annexe technique jointe à la présente convention et selon les modalités définies ci-après.

Toute dépense présentée ne portant pas sur la réalisation de cette opération sera inéligible et pourra donner lieu à sanction (cf. article 8).

### **ARTICLE 2 : CALENDRIER DE VALIDITE DE LA DECISION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION**

L'article n° 2 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

Compte tenu des dates prévisionnelles de mise en œuvre de l'opération telles que précisées à la demande d'aide, le calendrier de validité de la décision attributive de subvention permettant sa mise en œuvre est le suivant :

- Date de début de validité **08/06/15**
- Date de fin de validité **14/12/18**

***(date ultime d'envoi de la dernière demande de paiement)***

Pour être éligibles, les dépenses relatives à l'opération doivent être initiées (par un 1<sup>er</sup> acte juridique passé, tel qu'un bon de commande, un devis signé, un marché attribué...) et acquittées (factures payées aux fournisseurs) sur la période de validité de la subvention.

Toutes les demandes de paiement, et en particulier la demande de paiement du solde de la subvention, doivent être envoyées au guichet unique service instructeur avant la date de fin de validité de la présente décision juridique attributive de subvention (cf. article 7).

Sur demande dûment justifiée du bénéficiaire, ce calendrier peut être modifié par décision modificative.

### ARTICLE 3 : ELEMENTS FINANCIERS

L'article n° 3 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

L'assiette retenue des dépenses éligibles est de **33 130,54 €**. Elle constitue un plafond.

Le taux d'aide publique retenu selon les conditions du PDR est de 50 %.

Les dépenses éligibles retenues (le cas échéant déclinées par poste), ainsi que les seuils, plafonds et taux d'aide (le cas échéant déclinés par poste), sont précisés dans l'annexe financière de la présente décision juridique.

Le calcul de ce taux d'aide publique repose sur des critères figurant en annexe financière ainsi que sur le montant de l'assiette des dépenses retenues à l'instruction (à la demande d'aide ainsi qu'à chacune des demandes de paiement). C'est pourquoi en fonction des dépenses réalisées, ce taux d'aide publique sera recalculé à chacune des demandes de paiement.

Les dépenses éligibles sont retenues en hors taxe.

Conformément à l'instruction de la demande d'aide, l'opération bénéficie d'une aide totale de **16 565,27 €**, qui constitue un maximum.

Par la présente décision juridique, il est attribué au bénéficiaire :

- **une aide maximale de l'Europe de 5 466,54 € du FEADER.**
- **une aide maximale du Département de la Drôme pour un montant de 11 098,73 €**

Le plan de financement est précisé dans l'annexe financière jointe.

L'aide publique nationale prévisionnelle est accordée sur la base réglementaire du PDR.

La prise en compte des montants réellement versés par les cofinanceurs nationaux au regard des dépenses réalisées et justifiées par le bénéficiaire, pourra conduire le guichet unique service instructeur à ajuster le plan de financement de l'opération lors de la dernière demande de paiement afin de respecter le taux d'aide publique retenu à la présente décision attributive de subvention. Dans ce cas, le guichet unique service instructeur notifiera par écrit au bénéficiaire ce nouveau plan de financement sans être tenu de produire une décision modificative à la présente décision attributive de subvention.

### ARTICLE 4 : MODIFICATION OU ABANDON DU PROJET

L'article n° 4 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

Toute modification technique substantielle ou financière du projet doit être notifiée par le bénéficiaire au guichet unique service instructeur avant la date de fin de validité de la présente décision attributive de subvention (cf. article 2).

Par délégation du Président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, le guichet unique service instructeur, après examen et sous réserve de la validation des financeurs nationaux concernés par la modification du projet, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira une décision modificative à la présente décision.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet doit demander la résiliation de la présente décision juridique. Il s'engage à en informer immédiatement le guichet unique qui clôturera l'opération et définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide FEADER et de la contrepartie nationale.

### ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

L'article n° 5 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

Les engagements du bénéficiaire sont décrits dans le formulaire de demande de subvention signé du bénéficiaire. Ils constituent avec le présent document et ses annexes, les pièces contractuelles de la décision. Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer le guichet unique service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, de son projet ou de ses engagements.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans l'annexe financière.
- Rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 3 ans à compter du paiement du solde.
- Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 3 ans à compter du paiement du solde.
- Respecter les obligations réglementaires relatives à la publicité en vigueur à la date de signature de la présente décision attributive de subvention, **telles que mentionnées précisément dans le « kit communication »** en ligne sous : <https://www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu> (rubrique Kit communication – FEADER/LEADER) :
  - Placer bien en vue du public, un support avec la description de l'opération (nom, objectif principal), le drapeau européen, la mention « L'Europe investit dans les zones rurales », le logo « L'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes avec le FEADER », ces mentions occupant au moins 25 % de la surface du support.
  - Entre 50 000 € et 500 000 € d'aide publique totale pour toute opération (investissement ou autre nature) : apposer une plaque ou une affiche minimum A3, au moins jusqu'au paiement du solde.
  - Au-delà de 500 000 € d'aide publique totale : apposer un panneau d'affichage temporaire minimum A1 pendant les travaux, puis dans les 3 mois qui suivent leur achèvement, le remplacer par un panneau (ou plaque) permanent pour une période de 3 ans après le paiement du solde.
  - Dès lors qu'un site Internet en lien avec le projet existe : décrire l'opération mettant en lumière le soutien financier de l'Union européenne et indiquer le lien vers le site de la Commission relatif au FEADER : [http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020\\_fr](http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020_fr).
  - De manière générale, informer le public et les partenaires que l'opération a été cofinancée par l'Union européenne notamment sur tous les documents de mise en œuvre de l'opération.

i.

- Poursuivre son activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement son activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de trois années à compter de la date de paiement du solde de la subvention ;
- Pour les bénéficiaires d'une aide relative à du matériel de mécanisation en zones de montagne, conserver son siège d'exploitation à la même adresse pendant une période de trois années à compter de la date de paiement du solde de la subvention ;
- Dans le cas de projets en filière équine, n'utiliser les investissements objets de l'aide qu'aux seules fins de son activité d'élevage, à savoir reproduction, engraissement, pension de chevaux dans le prolongement de l'élevage (pension de juments poulinières, poulains et étalons), débouillage, dressage, entraînement et valorisation du jeune cheval jusqu'à 7 ans ;
- En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation des investissements ou pendant la durée des engagements, à transférer les investissements et les engagements souscrits pour la période restant à courir ;
- Fournir, au plus tard au moment de la dernière demande de paiement, les données exigées pour le suivi du programme et participer, à la demande de l'autorité de gestion ou de ses prestataires, à l'évaluation du programme (fourniture de données à vocation statistique, participation à des enquêtes...).
- Permettre et faciliter l'accès à son exploitation ou de son entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements qu'il sollicite pendant 3 années à compter du paiement du solde.
- Archiver et fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération demandé par l'autorité compétente pendant 10 années à compter du paiement du solde : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité,...

- Poursuivre son activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de trois années à compter de la date de paiement du solde de la subvention ;
- Pour les bénéficiaires d'une aide relative à du matériel de mécanisation en zones de montagne, conserver son siège d'exploitation à la même adresse pendant une période de trois années à compter de la date de paiement du solde de la subvention ;
- Dans le cas de projets en filière équine, n'utiliser les investissements objets de l'aide qu'aux seules fins de son activité d'élevage, à savoir reproduction, engraissement, pension de chevaux dans le prolongement de l'élevage (pension de juments poulinières, poulains et étalons), débouillage, dressage, entraînement et valorisation du jeune cheval jusqu'à 7 ans ;
- En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation des investissements ou pendant la durée des engagements, à transférer les investissements et les engagements souscrits pour la période restant à courir ;

## ARTICLE 6 : RESERVES

L'article n° 6 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

L'aide du FEADER mentionnée à l'article 3 ci-dessus est versée sous réserve :

- Du respect des engagements pris par le bénéficiaire sur son formulaire de demande d'aide signé, du respect de la présente décision juridique et son annexe technique et, de façon plus générale, du respect des engagements mentionnés à l'article 5 ci-dessus,
- De la réalisation effective du projet et des dépenses justifiées et acquittées. Lorsque les dépenses éligibles réellement justifiées et acquittées sont inférieures à l'assiette éligible retenue dans la présente décision, le montant des aides est recalculé par le guichet unique service instructeur.
- Du paiement effectif des aides nationales mentionnées dans le plan de financement (lorsque les aides publiques effectivement versées par ces financeurs sont inférieures aux sommes initialement prévues, le montant FEADER est recalculé par le guichet unique service instructeur) ;
- De la disponibilité des crédits FEADER correspondants.

## ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT

L'article n° 7 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

Toutes les demandes de paiement doivent être transmises par le bénéficiaire au guichet unique service instructeur avant la date de fin de validité de la présente décision juridique attributive de subvention définie à l'article 2. Toute demande de solde non adressée (date d'envoi au guichet unique service instructeur faisant foi) à cette date donnera lieu à une possible déchéance de droit, avec remboursement par le bénéficiaire en cas d'avance ou d'acompte versés.

Le paiement de la contrepartie nationale peut faire l'objet du paiement d'une avance dans la limite de 50% du montant total de la subvention propre au cofinancier national concerné. Son versement est conditionné à l'envoi par le bénéficiaire d'une pièce justifiant le démarrage de l'opération (copie de facture, devis, ordre de service, bon de commande...). En cas d'avance, le 1er acompte est calculé déduction faite de l'avance.

Le versement des aides du FEADER (acompte et/ou solde) et le cas échéant de ses contreparties nationales est effectué, conformément à la présente décision juridique, sur justification de la réalisation de l'opération (et présentation des éventuels livrables attendus indiqués en annexe technique), et au vu du formulaire de demande de paiement (comportant l'état récapitulatif des factures) accompagné des factures acquittées et pièces justificatives.

Le formulaire de demande de paiement et ses annexes sont signés par le bénéficiaire. Les factures devront obligatoirement être acquittées à la date de transmission de la demande de solde (cf ; article 2).

Une facture sera considérée comme acquittée dans les 3 cas suivants :

- **soit les factures sont visées et certifiées par les fournisseurs.** Dans ce cas, chaque fournisseur devra apposer obligatoirement sur chaque facture le moyen de paiement, la date effective du paiement (endossement du chèque par exemple), ainsi que sa signature et son cachet ;
- **soit les factures sont accompagnées de l'état récapitulatif des factures visé par le comptable public (pour les structures publiques) ou le commissaire aux comptes ou l'expert comptable (pour les structures privées).** L'état récapitulatif porte la mention « acquitté », le nom/prénom du signataire, sa signature et son cachet ;

- **soit les factures sont accompagnées d'une copie des relevés de compte bancaires correspondants.**

Dans tous les cas, un état récapitulatif des factures, signé du bénéficiaire, est annexé à la demande de paiement.

Seules les dépenses réellement supportées donnent lieu à subvention. Aussi le bénéficiaire doit s'assurer du décaissement de la dépense subventionnée au plus tard à la date de transmission de sa demande de paiement.

Seules les dépenses relatives à la mise en œuvre de l'opération subventionnée et à son calendrier, rattachées à un poste retenu à l'instruction de la demande d'aide, identifiées comme tel dans la présente décision juridique et son annexe financière, et reposant sur un justificatif conforme, seront retenues à l'instruction du paiement de la subvention. Toute autre dépense présentée à la demande de paiement sera considérée comme relevant d'une modification substantielle du projet, sera considérée comme éligible et pourra donner lieu à sanction (cf. article 8).

Les dépenses retenues en réalisation seront plafonnées à l'assiette des dépenses retenues à l'instruction conformément à l'article 3. Les éventuels postes de dépenses indiqués à l'annexe financière de la présente décision constituent également des plafonds. Toutefois, au moment de la demande de paiement du solde, en cas de sous-réalisation de certains postes, le guichet unique service instructeur peut accepter que d'autres postes dépassent leur montant initialement retenu, dans la limite d'une augmentation de 0.15 du poids de chacun des postes concernés dans le total des dépenses éligibles. Le guichet unique service instructeur peut accepter une variation du poids de chacun des postes allant au-delà de ce pourcentage, sur la base de la justification apportée par le bénéficiaire quant à l'équilibre général de l'opération.

Au plus tard à la demande de paiement du solde, le guichet unique service instructeur vérifiera le respect des engagements décrits à l'article 5, ceux portant sur les obligations de publicité étant à vérifier à chaque demande de paiement.

Le paiement de la subvention donne lieu au maximum à deux acomptes dont le montant cumulé n'excède pas 80% de l'aide prévisionnelle et un solde lorsque l'opération est totalement réalisée par le bénéficiaire.

**Compte tenu du délai pour réunir les pièces justificatives de l'acquittement de ses dépenses et pour compléter le formulaire de demande de paiement, le bénéficiaire est invité à anticiper la préparation de sa demande de solde pour être en mesure de respecter la date de fin de validité de la présente décision attributive de subvention.**

Le versement de l'aide du FEADER (acomptes et/ou solde) est conditionné au versement des subventions des cofinanceurs.

La subvention accordée par le FEADER est versée par l'ASP, représentée par son Agent Comptable.

En cas de suspension des paiements du FEADER par la Commission Européenne, conformément à l'article 132 du règlement (UE) 1303/2013, et dans l'attente d'un remboursement, le paiement des subventions FEADER aux bénéficiaires sera retardé.

## ARTICLE 8: SANCTIONS

L'article n° 8 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

Par application de l'article 63 du règlement d'exécution (UE) n°809/2014, le bénéficiaire encourt des sanctions si le montant des dépenses qu'il présente à chacune de ses demandes de paiement aboutit à un montant d'aide excédant de plus de 10% le montant d'aide arrêté par le guichet unique service instructeur après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement.

Le montant de la sanction est égal au montant de l'indu (écart entre le montant du versement établi sur la base de la demande adressée par le bénéficiaire et le montant réellement payable établi par le guichet unique service instructeur sur la base des dépenses effectivement éligibles). Le montant versé après application de la sanction est égal au montant d'aide arrêté par l'autorité administrative après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement diminué du montant de l'indu.

## ARTICLE 9 : MODALITES DE REVERSEMENT

L'article n° 9 de la convention attributive est intégralement remplacé comme suit :

En cas de non respect des obligations, ou des engagements du bénéficiaire et notamment en cas de non exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, le guichet unique service instructeur par délégation du président du Conseil régional d'Auvergne Rhône-Alpes prendra une décision de déchéance partielle ou totale concernant l'aide du FEADER.

Le reversement total de la somme perçue, assorti des intérêts au taux légal en vigueur sera requis en cas :

- refus des contrôles réglementaires,
- fausse déclaration, fraude manifeste, conflit d'intérêts ou corruption,
- non réalisation de l'opération telle que prévue à la note technique annexée à la présente décision.

## ARTICLE 10 : LITIGES

Cette décision peut être contestée dans les 2 mois qui suivent son entrée en vigueur :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique adressé au Président du Conseil régional. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les 2 mois suivant la date de sa notification ;
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent saisir le Tribunal Administratif compétent via l'application "Télérecours citoyens" : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ARTICLE 11 : LUTTE ANTIFRAUDE

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de recommandations de l'Union européenne.

### 11.1 Conflit d'intérêt

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif.

### 11.2 Fraudes

Est considéré comme une fraude, tout acte intentionnel ou omission portant sur ;

- l'utilisation ou la présentation de déclarations fausses, inexactes ou incomplètes, ou de documents, qui a pour effet l'appropriation illicite ou la rétention de fonds publics ;
- la non-divulgation d'informations en violation d'une obligation spécifique, avec les mêmes effets ;
- le détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour laquelle ils ont été initialement accordés.

### 11.3 Corruption

Est considérée comme corruption un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne (le corrompu) sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages quelconques en vue d'accomplir, de retarder ou d'omettre d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions. L'infraction a une double portée puisqu'elle recouvre l'existence d'un corrompu et d'un corrupteur.

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt, irrégularité, fraude ou corruption qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'une des situations citées ci-dessus, ou susceptible de conduire à l'une de ces situations en cours d'exécution de la convention et d'en informer la Région.



Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020

 SLO

ID : 026-222600017-20200427-CP20200427\_57-DE

## ARTICLE 12 : EXECUTION

Le Directeur Général des Services de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Directeur Général des Services du Département de la Drôme et l'Agence de Services et de Paiement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Valence, le 25/03/2020

Pour le bénéficiaire ou son représentant :  
Nom(s), Prénom(s) et signature(s)

La Présidente du Conseil Départemental de la Drôme

Marie-Pierre MOUTON

Par délégation du Président du Conseil Régional  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
le Chef du pôle projets des exploitations de la DDT de la  
Drôme

Serge FILS-AIME